

Cherif Rezki, directeur de la publication d' "El Khabar" :

“Nous sommes sereins, le droit est en notre faveur”

Liberté : Quelle est votre appréciation sur l'issue de ce procès ?

Cherif Rezki : Nous sommes dans notre droit. Aucun article de la loi ne s'applique à ce dossier. Nous sommes sereins. D'autant plus que la chambre administrative n'est pas compétente pour statuer sur la plainte. La plainte introduite par le département de Hamid Grine est sans fondement. D'ailleurs, il est seul, personne ne le soutient. Pas un homme de loi ne lui donne raison, ni les membres du gouvernement ou des personnalités politiques. El Khabar, en revanche, est fortement soutenu.

Et si la justice est instrumentalisée de telle manière à ne pas fonder le verdict sur les lois ?

À ce moment-là, nous aviserons. Il n'en demeure pas moins que je ne veux préjuger de rien, car je me dois d'avoir confiance en la justice.

Avez-vous formé une coordination des éditeurs pour gérer la crise ?

Nous n'avons pas encore envisagé cette option. Nous avons une approche en direction des partis politiques et de la société civile pour leur expliquer les enjeux de cette affaire. Donc, nous poursuivrons nos actions de mobilisation. Il est vrai que la solidarité au sein de la corporation n'est pas entière. Beaucoup de journaux restent à distance car ils ont peur de perdre la publicité étatique.